

Mardi 28 juillet 2015

CONTRIBUTION DU PCF

Un pacte de rassemblement pour une Région citoyenne, solidaire et écologiste

Réunis le 12 mai en Conférence régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur, les délégués du Parti communiste Français ont lancé un appel à un large rassemblement sur un projet clair pour notre région, à toutes les forces de gauche, à tous les acteurs et actrices du mouvement social, associatif, culturel, sportif, à tous les citoyens et citoyennes qui veulent battre la droite et l'extrême droite, résister aux politiques d'austérité, avec l'ambition de porter à la Région une politique de gauche offensive. Pour cela, ils ont mis en débat les grands axes qui doivent à leurs yeux en constituer la charpente et ils appellent à un débat citoyen dans toute la région, pour définir un pacte de rassemblement pour une région citoyenne, solidaire et écologique.

Les multiples rencontres que nous avons tenues confirment la possibilité d'une telle dynamique. Cela se confirme aussi dans les discussions que nous avons eues avec des forces politiques de gauche de notre Région.

La situation

Une crise violente frappe les hommes et les femmes de notre pays et de notre région. Crise sociale, avec la montée du chômage, des inégalités, de la pauvreté, de la précarité... Crise démocratique, avec la montée du rejet de la politique, des divisions populaires et des racismes, mais aussi avec la réduction des ambitions éducatives et culturelles... Crise écologique avec un défi climatique de plus en plus criant, qui se fracasse sur l'absence de volonté politique et les appétits des faiseurs de dividendes. Crise du sens, du commun, de l'imaginaire, des perspectives...

Moins de 3 ans après l'élection de François Hollande, le bilan est catastrophique. Alors que les dividendes versés aux actionnaires et les profits bancaires augmentent, nous assistons à une aggravation de la situation économique et à une régression sociale toujours plus étendue. Les politiques d'austérité provoquent partout en Europe des dégâts insupportables, réduisant la capacité de l'action publique, attaquant l'intérêt général, les biens communs et les droits.

Devant cette situation, le doute et le désarroi s'installent, parfois c'est la colère qui gagne et pousse celles et ceux qui avaient le plus espéré à désertier le chemin des urnes.

Face à ce sentiment d'impuissance qui grandit, nous faisons le pari du progrès humain contre le tout financier car nous croyons aux valeurs d'égalité, de justice, de solidarité et de fraternité.

Aussi, nous refusons le scénario d'une majorité régionale dominée par l'extrême droite et/ou par la droite extrême, qui signerait la fin des politiques que la région peut mener, où s'est exprimé notre engagement déterminé en faveur des jeunes, des femmes, de l'emploi, des services publics. Notre action a répondu aux batailles menées avec les citoyennes et les citoyens durant la campagne électorale et après : gratuité des transports régionaux pour les jeunes de leur domicile à leur lieu de travail grâce à la carte Zou, tarification sociale pour les chômeurs et les précaires, Pass Santé, tarification sociale dans la restauration scolaire pour les familles bénéficiant de l'allocation de rentrée, bonification des aides aux collectivités respectant la loi SRU et création d'un fond pour le logement des jeunes, création de l'établissement public régional de l'eau, soutien à l'activité industrielle chez Fralib ou à la poursuite de Nice-Matin...

Selon la réforme territoriale en cours, les Régions sont les acteurs-clés du développement économique, coordonnant toutes les actions en faveur de l'économie. Du lycée à la formation professionnelle les Régions accompagnent les jeunes tout au long de leur parcours vie. Elles ont la responsabilité des politiques en matière de transports TER et disposent de l'autorité de gestion des fonds Européens. Par ailleurs la Région tend à devenir l'échelon administratif privilégié pour la Santé (ARS) et peut-être, à terme, pour l'éducation. Nous dénonçons la restriction toujours plus forte de l'intervention citoyenne et du champ de la démocratie. Et nous refusons de faire des collectivités des instruments au service de la concurrence libre et non faussée et des politiques d'austérité. La Région ne saurait devenir une courroie de transmission des directives gouvernementales et européennes. Au contraire, il y a besoin de renforcer les pratiques de démocratie et le service public garant de l'intérêt général. Nous sommes décidés à agir quel que soit le cadre institutionnel défini pour les mettre au service des besoins de la population et d'un nouveau mode de développement social et écologique. Ainsi, nous entendons faire de la région un acteur politique majeur, qui refuse de renoncer à la clause de compétence générale et de rester dans un périmètre prédéfini en dehors de la souveraineté populaire. Un acteur qui s'engage dans des logiques de coopération et de respect à l'égard des autres collectivités du territoire ou voisines.

C'est pourquoi, notre ambition est d'œuvrer à la constitution d'un large rassemblement de femmes et d'hommes, de forces sociales, politiques, associatives pour faire émerger le projet d'une Région solidaire, citoyenne et écologique, refusant de s'engager sur la voie libérale, un projet de gauche. Le projet d'une gauche qui ne renonce pas et s'attache à construire concrètement un nouvel espoir.

De nombreuses forces, de nombreux hommes et femmes peuvent se rassembler sur une telle dynamique, seule capable de porter une alternative aux velléités de conquête de la droite et de l'extrême droite. Notre conviction est renforcée par les résultats du Front de Gauche aux élections départementales, qui ont validé sa volonté d'élargissement et son ambition de vouloir reconstruire la Gauche. Nous voulons faire grandir le débat sur les solutions, construire une issue politique pour notre région.

La dynamique de rassemblement

Nous avons maintenant depuis plusieurs semaines, engagé un travail de construction d'un rassemblement de forces de gauche, citoyennes et écologistes pour les élections régionales.

Nous avons identifié des objectifs politiques fondamentaux convergents : créer les conditions d'une nouvelle dynamique indispensable face à la crise démocratique que notre pays vit, battre la droite et l'extrême droite, faire gagner la gauche sur un projet solidaire, citoyen et écologique. Pour le PCF, cela ne peut se faire en restant dans le cadre tracé par la politique gouvernementale, avec la loi Macron ou la loi NOTRe, pour ne citer qu'elles.

Nous poursuivons ce travail politique, avec confiance, avec ambition, conforme à notre objectif de reconstruire la Gauche mais aussi forts d'un vrai ancrage territorial, d'un travail de proximité important durant tout le mandat. Notre bonne résistance aux municipales, la dernière élection municipale partielle de Gardanne, comme les élections départementales ont également marqué la solidité de cet enracinement et sa force pour parler d'avenir. S'il est difficile d'en tirer trop de leçons en termes de valeurs absolues, un 1^{er} sondage donne le Front de Gauche comme la seule

force de gauche en progrès par rapport à l'élection de 2010 et confirme à la fois un potentiel de rassemblement et la possibilité de jouer la gagne à gauche.

Aucune dynamique ne pourra se construire sur des logiques de ralliement. Le respect de l'ensemble des parties prenantes est une condition essentielle pour porter la dynamique à son maximum. Nous voulons donc participer à construire un rassemblement, une campagne coopérative, collective, innovante. Nous voulons incarner une démarche partagée pour une action politique utile à la population.

Conformément à ce que nous pratiquons de longue date, nous pensons que des hommes et des femmes acteurs et actrices de la vie sociale, associative, culturelle et sportive, des citoyennes et des citoyens doivent être pleinement associés à cette démarche jusqu'à être candidats et candidates. Nombreux sont ceux et celles qui cherchent les voies de l'action et sont prêts à s'engager plus loin. La dimension citoyenne de notre démarche est un point essentiel. Cela devra préfigurer une conception neuve de la gestion de la Région.

Comment avancer ?

- Un rassemblement ne pourra s'opérer que sur un projet et un contenu communs. Il faut donc engager une réflexion sur les axes fondamentaux susceptibles de nous rassembler. Nous confirmons notre proposition de mettre en place un groupe de travail de toutes les forces disposées à construire un projet de gauche pour une région citoyenne, solidaire et écologiste. Nous devons définir le cœur de la campagne qui ne saurait être centré sur nous-mêmes mais bien tourné vers les grands enjeux. Les outils de campagne devront refléter la dynamique participative à laquelle nous aspirons, que ce soit sur le web ou dans le contact de terrain.
- La liste devra rendre visible la diversité qui fera la force du rassemblement auquel nous aurons abouti. Chaque formation politique proposera des citoyens et citoyennes non encartés. Et chacune décidera souverainement de ses propres candidats. Les ratios entre différentes formations devront se faire sur la base d'un accord politique cohérent. Pour que chacun soit respecté, il semble hors de propos de se contenter de se référer à des résultats électoraux, mais ils peuvent nous aider à définir l'équilibre à condition de prendre l'ensemble des élections récentes.
- La question de la tête de liste est un sujet épineux. La façon dont il sera abordé par les uns et les autres et traité ensuite sera l'une des clefs de la réussite du rassemblement. Il faudra une démarche profondément partagée, mais ne pas négliger la dimension forte de cette question. Des choix sont à opérer, mêlant la nécessité de notoriété, crédibilité et expérience, les dispositions à incarner un projet neuf et en rupture avec la logique dominante, la capacité à rassembler, à mobiliser et à identifier un message suffisamment clair dans le débat à gauche, et enfin offrant des garanties concernant le traitement du second tour et le respect de toutes les parties prenantes. Il ne s'agit donc pas avant tout d'un débat de personnes. Nous proposons de creuser l'idée d'une tête de liste partagée et de se mettre en position d'innover face à un présidentialisme qui gangrène toutes les institutions.
- D'ores et déjà entrés en campagne pour construire ce rassemblement, le PCF a ouvert un compte de campagne avec Jean-Marc Coppola. Il est prêt à fusionner ce compte avec d'autres dans le cadre d'un accord et à abonder dans un compte commun à la hauteur nécessaire.
- Nous proposons de communiquer ensemble lorsque nous aurons suffisamment avancé pour engager nos organisations. Nous devons nous fixer l'objectif d'aboutir dès que possible en septembre, en respectant les temps de la démocratie. Pour pouvoir valider les choix, il faut donc travailler à être prêts sur une proposition complète pacte-liste-campagne dans la première quinzaine de septembre.

Cette proposition n'est pas à prendre ou à laisser. Nous nous sommes refusés depuis le 12 mai à entrer dans un dialogue commun avec une démarche de leadership autoproclamé afin de respecter l'ensemble des partenaires potentiels. Nous entendons cependant y prendre toute notre place pour réussir. Nous pensons qu'un rassemblement à gauche sur ces bases est possible et nécessaire. Cela supposera des efforts mutuels et conjoints.